

*Les subsides*

de ce problème et s'y intéresse. Je suis convaincu que le gouvernement ne tardera pas à passer à l'action.

Le troisième ministre dont je veux parler, c'est le ministre d'État chargé de la Commission canadienne du blé (M. Mayer), cela va de soi. J'ai dû aller lui soumettre des problèmes qui se posaient parfois uniquement dans la région de Peace River et parfois des problèmes plus répandus, à plusieurs reprises depuis les élections. Ce qui m'a vraiment impressionné, c'est qu'il était chaque fois au courant du problème et qu'il le comprenait, qu'il essayait de trouver une solution avec moi pour répondre aux besoins des agriculteurs de cette région. Ces trois hommes nous ont beaucoup aidé et leurs actes démentent la motion qui a été proposée à la Chambre aujourd'hui.

Je voudrais parler quelques instants de la sécheresse qui a sévi dans la région de Peace River au printemps. Cet été, je me suis mis à parcourir ma circonscription dès l'ajournement de la Chambre. Je suis allé dans le plus grand nombre possible de régions et d'agglomérations agricoles. J'ai rencontré des agriculteurs trois ou quatre fois par jour en moyenne. Il est évident que cette région du monde traverse une crise. La situation changeait d'un secteur à l'autre; dans certains secteurs de la région, les récoltes étaient raisonnables, dans d'autres, il n'y avait pas de récolte du tout. Bien souvent, on pouvait constater une telle différence d'un champ à l'autre, d'une exploitation à l'autre. C'était très grave. Ce qui était encore plus effrayant, c'est que dans certains secteurs de ma région, la récolte était maigre pour la troisième ou pour la quatrième année consécutive à cause du mauvais temps. Que ce soit la sécheresse, la pluie ou la neige, quelque chose avait toujours empêché les agriculteurs de faire une bonne récolte. Je dois admettre qu'après avoir parcouru ma circonscription, j'ai fini par éprouver un sentiment de panique et de désespoir, à l'instar de bien des agriculteurs, parce que la situation est extrêmement grave. Ce qui m'a toutefois impressionné, c'est que lorsque j'ai téléphoné au ministre de l'Agriculture pour lui parler de ce problème, il n'a pas tardé à venir sur place pour se rendre compte de la situation. Il examinait les exploitations, les cultures, il constatait les dégâts causés par les sauterelles et par la sécheresse. Il était sur place, et il s'intéressait au problème. Qu'a-t-il fait à son retour? Il a immédiatement demandé au député d'Assiniboia (M. Gustafson) de former un groupe d'étude pour étudier sérieusement le problème. J'ai eu l'honneur de travailler en étroite collaboration avec ce député parce qu'on m'a demandé plus tard de faire partie de ce groupe d'étude. Je vous assure qu'il est allé sur place, qu'il a constaté le problème, qu'il l'a étudié, qu'il a écouté les agriculteurs, et qu'il en a tenu compte dans la préparation de son rapport; voilà le genre de message qu'il a transmis au ministre de l'Agriculture. Il a fait preuve de ténacité et de délicatesse, ce qui est important, parce que bien des agriculteurs ont depuis longtemps l'impression que personne ne s'intéresse à eux à Ottawa. Personne ne les

comprenait ou ne se préoccupait de leur sort. Le député d'Assiniboia est agriculteur lui-même; il a parlé à ces agriculteurs, il a écouté leurs doléances et je crois qu'il a donné confiance à plusieurs d'entre eux.

La Chambre le sait, un des premiers résultats concrets des travaux du groupe d'étude a été un programme d'aide aux éleveurs de bétail. C'est une aide importante. Il s'agit maintenant de résoudre un problème légèrement différent et c'est pourquoi je veux parler quelques instants de la récolte. Je dois admettre que le fait de devoir parler de sécheresse le printemps et l'été puis de faire volte-face et de se mettre à parler de la neige, de la pluie et du froid a été une expérience relativement frustrante pour moi. C'est pourtant ce qui s'est passé dans la région de Peace River. Nous sommes passés d'un extrême à l'autre. Nous ne pouvons même pas récolter les quelques cultures que nous avions. Les agriculteurs ne peuvent même pas les récolter. Non seulement cela cause des difficultés aux producteurs, mais le groupe de travail a énormément de mal à évaluer l'étendue des dégâts. Je ne peux pas dire pour le moment quel genre de récoltes nous aurons dans le comté de Peace River. Comment établir un chiffre lorsqu'il n'est même pas possible de récolter à cause de la neige et de la pluie? Nous avons de graves difficultés. Je garde confiance en pensant à ce que le ministre de l'Agriculture a fait depuis l'année dernière. Je sais qu'il nous a écoutés et qu'il ne nous laissera pas tomber. Le groupe de travail est à l'œuvre et je suis certain que des mesures efficaces nous seront prochainement annoncées. Elles tiendront compte des besoins des agriculteurs. Elles tiendront compte également de la situation dans laquelle ils se trouvent et les aideront concrètement au lieu d'être de simples paroles en l'air comme les déclarations du ministre au chapeau vert et de certains de ses collègues.

● (1600)

Je voudrais vous parler un peu des réalisations de mon gouvernement qui fait de l'agriculture une priorité. L'agriculture revêt pour lui une importance prioritaire. Nous essayons de résoudre un certain nombre des graves problèmes auxquels nous devons faire face. Je voudrais d'abord dire quelques mots de l'abolition de l'impôt sur les gains en capital. Ce matin, en commençant son discours, le chef de l'opposition, M. Turner, a eu l'air de critiquer cette mesure. A l'entendre, c'est très bien si vous abandonnez l'agriculture, mais cela n'aide pas beaucoup ceux qui désirent poursuivre leurs activités. Toutefois, je crois que l'âge moyen des cultivateurs canadiens est de 55 ans. Autrement dit, un grand nombre d'entre eux désirent prendre leur retraite et vendre une bonne partie de leur exploitation à des jeunes. Il s'agit donc d'un programme très important, car il permettra à ces personnes de prendre leur retraite, de mettre un peu d'argent dans leur compte d'épargne pour leurs vieux jours, ce qu'ils ne pouvaient pas faire jusqu'ici. Si le chef de l'opposition dénigre cette mesure c'est, de toute évidence, qu'il n'a pas prêté attention aux préoccupations réelles des agriculteurs.